

ANNEXE 1B

Cadre législatif et administratif

TABLE DES MATIERES

Table des matières	i
1B.1 Introduction	1
1B.2 Structure et administration du Gouvernement Guinéen.....	1
1B.3 Cadre institutionnel.....	4
1B.4 Obligations et engagements internationaux	4
1B.5 Législation et politique environnementales	13
1B.6 Législation et processus d'évaluations environnementales	14
1B.7 Législation et politique relative à la biodiversité	17
1B.8 Droit foncier.....	19
1B.9 Interaction entre la planification environnementale et la législation sur les permis.....	21
1B.10 Législation et politiques forestières	21
1B.11 Code de l'Eau	22
1B.12 Protection des travailleurs.....	23
1B.13 Santé, sécurité et environnement.....	24
1B.14 Législation et politique minières.....	25

TABLEAUX

Tableau IB.1	Principales conventions internationales et accords régionaux signés par la République de Guinée	5
--------------	--	---

FIGURES

Figure 1B.1	Les Régions Administratives de la République de Guinée	2
Figure 1B.2	Les Préfectures de la République de Guinée	3

ANNEXE 1B

CADRE LEGISLATIF ET ADMINISTRATIF

1B.1 Introduction

La présente annexe décrit le contexte juridique et politique du Projet, y compris une description des structures administratives dans le cadre desquelles il fonctionnera en République de Guinée. La présente annexe ne vise pas à fournir une liste complète de l'ensemble de la législation environnementale et sociale guinéenne.

1B.2 Structure et administration du Gouvernement Guinéen

Depuis le changement de régime intervenu le 5 septembre 2021, la République de Guinée est régie par un régime de transition qui a édicté la charte de la transition en remplacement de la constitution. Cette charte est destinée à servir de loi fondamentale pendant la période transitoire avant l'adoption d'une nouvelle constitution.

La République de Guinée applique un système de droit civil fondé sur le modèle français. La dernière constitution date du 22 mars 2020. Les tribunaux et les cours de justice exercent le pouvoir judiciaire en vertu de la charte de la transition.

Au niveau régional, la République de Guinée est subdivisée en 7 régions administratives et la zone spéciale de Conakry, chacune dirigée par un gouverneur, et subdivisées en 33 préfectures (figure 1B.1). Chaque préfecture est dirigée par un préfet, soutenu par un conseil de conseillers préfectoraux. Le territoire guinéen est subdivisé en 333 sous-préfectures dirigées par des sous-préfets nommés par le Ministère en charge de l'administration du territoire et 323 communes rurales dirigées par des maires élus. Il existe également 39 communes urbaines, dirigées par des maires élus (Données, 2021). Le préfet représente le gouvernement national au niveau local et exerce à ce titre les pouvoirs qui lui sont attribués. D'une manière générale, dans sa circonscription, le préfet est chargé de coordonner, contrôler et suivre l'activité des services de l'État et des organismes publics, ainsi que de coordonner l'action publique.

Au niveau local, le territoire est subdivisé en communes dirigées par des maires élus, elles-mêmes subdivisées en quartiers (présidés par des présidents de quartier). Dans les zones rurales, le territoire est subdivisé en Communes Rurales, subdivisées en districts (les districts sont également subdivisés en secteurs dirigés par un chef de secteur). Dans les zones urbaines, le territoire est subdivisé en Communes Urbaines.

La mine de Simandou est située dans la région de N'zérékoré en Guinée Forestière, et l'embranchement ferroviaire couvre les régions de N'zérékoré et de Kankan en Haute Guinée. La mine se trouve dans la Préfecture de Beyla, et l'embranchement ferroviaire s'étend sur les préfectures de Beyla et de Kérouané (Figure 1B.2).

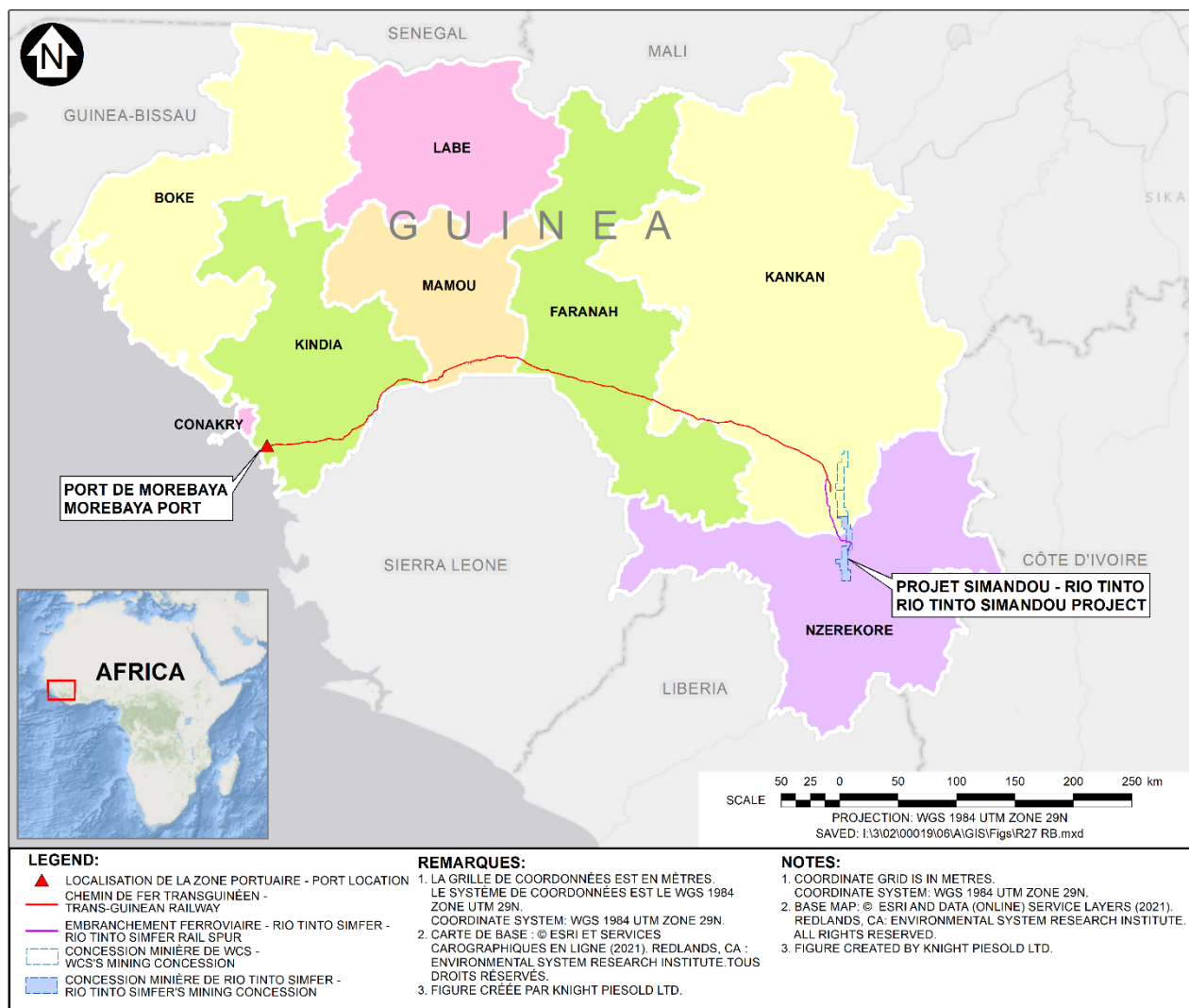


Figure 1B.1 Les Régions Administratives de la République de Guinée

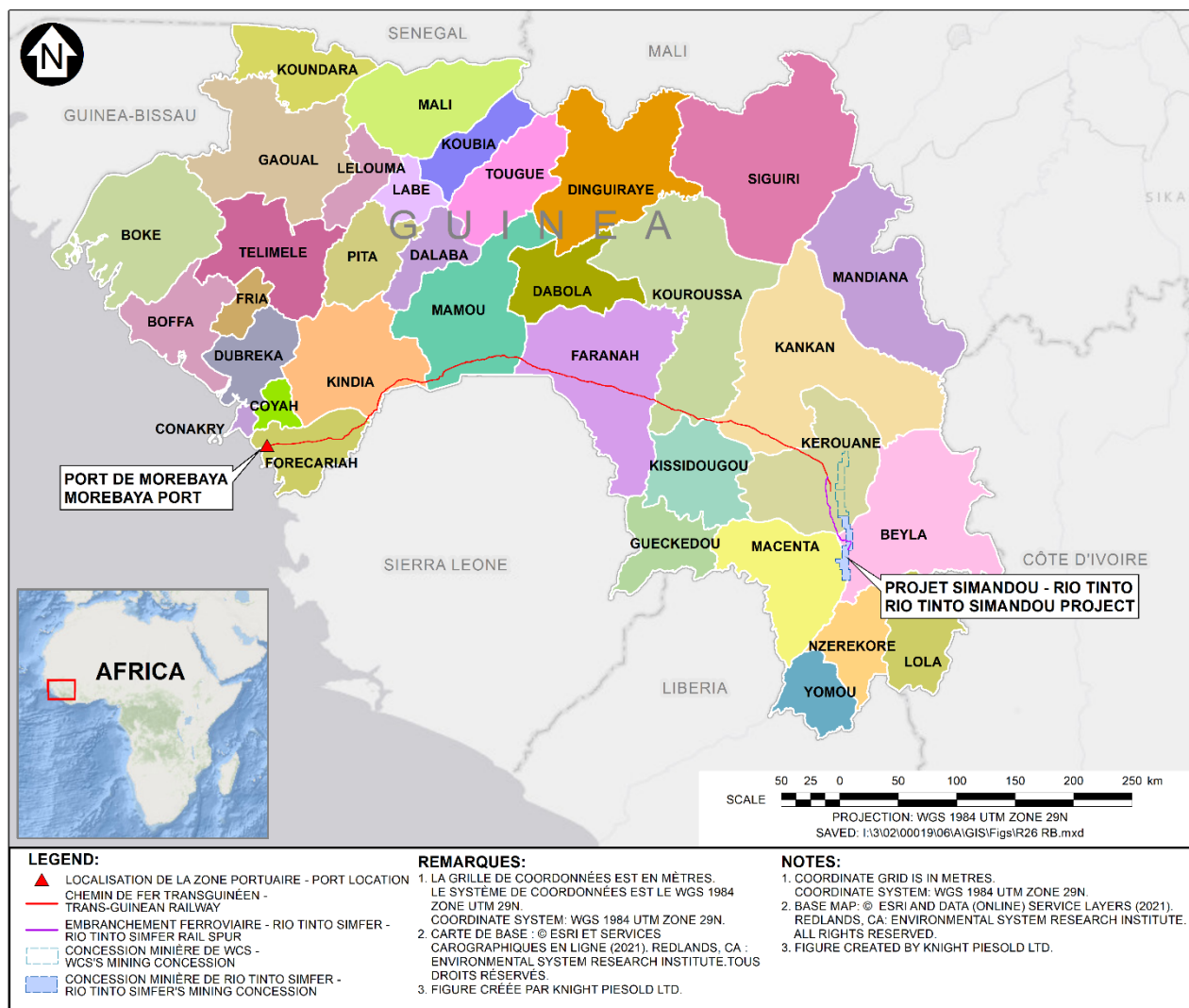


Figure 1B.2 Les Préfectures de la République de Guinée

1B.3 Cadre institutionnel

National

Le gouvernement de la transition a mis en place de nombreux Ministères et secrétariats généraux avec rang de ministères. Chaque Ministère assume des responsabilités spécifiques. Les Ministères ont le pouvoir de délivrer des agréments pour le développement relevant de leurs domaines administratifs. Les affaires environnementales relèvent du ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), et le ministère de tutelle du présent projet est le Ministère des Mines et de la Géologie (MMG). Les autres Ministères compétents à des degrés divers pour ce projet sont:

- Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics
- Ministère d'état, de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Aménagement du Territoire et de la récupération des domaines spoliés de l'état
- Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
- Ministère de Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises
- Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
- Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
- Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
- Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile
- Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat
- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
- Ministère du Plan et de la Coopération Internationale
- Ministère de la promotion féminine de l'Enfance et des personnes vulnérables
- Ministère des Transports
- Ministère du Travail et de la Fonction Publique
- Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures

Régional

La République de Guinée est subdivisée en sept régions administratives et la zone spéciale de Conakry, chacune dirigée par un gouverneur, subdivisée en 33 préfectures. Chaque préfecture est dirigée par un Préfet soutenu par un conseil de conseillers préfectoraux désignés. Le préfet représente le gouvernement national au niveau local et, à ce titre, exerce les pouvoirs qui lui sont attribués.

Local

Au niveau local, le territoire est subdivisé en *communes* dirigées par des maires élus, eux-mêmes subdivisés en *quartiers* (présidés par des présidents de quartier). Dans les zones rurales, le territoire est subdivisé en *Communes Rurales*, subdivisées en districts (les districts sont également divisés en *secteurs* dirigés par un *Chef de secteur*). Dans les zones urbaines, le territoire est divisé en *Communes Urbaines*.

1B.4 Obligations et engagements internationaux

Outre ses lois nationales, la République de Guinée est signataire de plusieurs conventions internationales et accords régionaux sur les questions environnementales et sociales (voir Tableau 1B.1), qui ont contribué à façonner et à influencer l'élaboration des politiques, directives et réglementations applicables au Projet.

Tableau IB.1 Principales conventions internationales et accords régionaux signés par la République de Guinée

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention-cadre sur les changements climatiques	La Guinée a ratifié la Convention en mai 1993 et elle est entrée en vigueur en mars 1994.	Depuis 1992, 192 pays à travers le monde ont adhéré à un traité international, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui établit des objectifs généraux et des règles pour faire face aux changements climatiques. L'objectif ultime de la Convention est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation dangereuse du système climatique par l'homme. La Convention dispose que les pays doivent atteindre les objectifs de la Convention principalement par le biais de mesures nationales.	Les émissions de gaz à effet de serre pourraient provenir des groupes électrogènes, de la Circulation des véhicules et engins de chantiers, contribuant ainsi au changement climatique. Le projet encouragera les mesures de contrôle des émissions de gaz à effet de serre par la mise en œuvre d'un plan de gestion des gaz à effet de serre et de l'efficacité énergétique.
Du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques	La Guinée a ratifié le Protocole de Kyoto en septembre 2000. Il est entré en vigueur en février 2005.	Ce Protocole a été ratifié par le gouvernement guinéen en 2000 et est entré en vigueur en février 2005. La Guinée n'est pas Partie visée à l'Annexe I du Protocole et ne doit donc pas, à l'heure actuelle, atteindre un objectif spécifique de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il n'existe actuellement aucune législation spécifique guinéenne mettant en œuvre le Protocole de Kyoto en Guinée.	
Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone	La Guinée a ratifié la Convention de Vienne en juin 1992 et la Convention est entrée en vigueur en septembre 1992.	La Guinée a ratifié la Convention de Vienne et le Protocole de Montréal. La Convention prévoit le cadre juridique international pour la protection de la couche d'ozone. À ce jour, la Guinée n'a pas adopté d'instruments juridiques spécifiques pour appliquer la Convention dans son système juridique.	Certaines activités liées aux différentes composantes du projet pourraient contribuer à la destruction de la couche d'ozone par émission de GES. Le projet encouragera les mesures de contrôle des émissions de gaz à effet de serre par la mise en œuvre d'un plan de gestion des gaz à effet de serre et de l'efficacité énergétique.
Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	La Guinée a ratifié le Protocole de Montréal en juin 1992.	Le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (protocole à la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone) est un traité international visant à protéger la couche d'ozone en éliminant progressivement la production d'un certain nombre de substances considérées comme responsables de l'appauvrissement de la couche d'ozone. Le traité a été ouvert à la signature le 16 septembre 1987 et est entré en vigueur le 1er janvier 1989. Le Protocole prévoit le cadre juridique international pour protéger la couche d'ozone en fixant des objectifs d'élimination progressive et des calendriers pour les substances désignées figurant dans le Protocole.	

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
		Le Protocole permet aux pays en développement (qui satisfont aux exigences spécifiques énumérées dans le Protocole), afin de satisfaire leurs besoins intérieurs fondamentaux, de retarder le respect des mesures de réglementation énoncées dans le Protocole. À l'heure actuelle, il n'existe pas de législation spécifique guinéenne mettant en œuvre le Protocole de Montréal en Guinée.	
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage	La Guinée est partie à cette Convention qui est entrée en vigueur en août 1993.	La Convention vise à assurer la conservation des espèces migratrices et de l'environnement naturel par une coopération intergouvernementale. La Convention vise à préserver la flore et la faune sauvages ainsi que leurs habitats naturels, promouvoir la coopération entre les États, surveiller et contrôler les espèces menacées et vulnérables et prêter son concours pour les questions juridiques et scientifiques. Cette convention a été transposée dans la législation guinéenne via le <i>Code guinéen de protection de la faune sauvage et les règles de la chasse</i> .	Les pertes d'habitats pourront provoquer une migration permanente/temporaires de certaines espèces de la faune sauvage, ce qui peut conduire à une disparition de certaines diversités biologiques. Le projet minimisera la perte d'habitat et de biodiversité grâce à la mise en œuvre d'un plan de gestion de la perturbation et de la réhabilitation des terres et d'un plan de gestion de la biodiversité.
Convention sur la diversité biologique	La Guinée a ratifié cette Convention en mai 1993.	L'objectif de cette Convention est d'élaborer des stratégies nationales pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique. Elle est souvent considérée comme le document clé du développement durable. La Convention a trois objectifs principaux : la sauvegarde de la diversité biologique (ou biodiversité) ; l'utilisation durable de ses composants et le partage juste et équitable des avantages découlant des ressources génétiques. Cette Convention a été transposée au niveau national en Guinée avec le <i>Code de protection de la faune sauvage et les Règles de la chasse</i> .	
Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles	La Guinée a signé cette Convention ainsi que sa version amendée, respectivement en septembre 1968 et juillet 2003 sans toutefois procéder à leur ratification.	La Convention vise la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources en sols, en eau, en flore et en faune. Les objectifs de cette Convention sont les suivants : mieux protéger l'environnement ; favoriser la sauvegarde et l'utilisation durable des ressources naturelles et harmoniser, coordonner les règles dans ces domaines en vue de définir des règlements et des programmes de développement écologiquement rationnels, économiquement sains et socialement acceptables.	Le projet encouragera l'utilisation durable des ressources naturelles en mettant en œuvre diverses mesures visant à minimiser l'impact sur la nature et les ressources naturelles. Une partie de ces mesures comprend l'élaboration d'un plan de gestion de la perturbation et de la réhabilitation des terres et d'un plan de gestion de la biodiversité.

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel	La Guinée a ratifié cette Convention en mars 1979.	Cette Convention vise à protéger le patrimoine mondial culturel et naturel. Elle prévoit la création d'un comité intergouvernemental pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel et de son fonds associé.	Le projet favorisera le respect des aspects culturels et culturels de la région dans laquelle il est situé. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion du patrimoine culturel pour atteindre cet objectif.
Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale	Signé et ratifié par la Guinée.	La Convention relative aux zones humides d'importance internationale, appelée Convention de Ramsar, est un traité intergouvernemental qui fournit le cadre de l'action nationale et de la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources. La Convention applique une définition élargie des types de zones humides couverts par sa mission, y compris les lacs et les rivières, les marais et les marais, les prairies humides et les tourbières, les oasis, les estuaires, les deltas et les marais, les zones marines proches des côtes, les mangroves et les récifs coralliens, et les sites artificiels tels que les étangs à poissons, les rizières, les réservoirs et les salines. La Guinée a signé et ratifié cette Convention qui est entrée en vigueur en mars 1993. La Guinée a présenté des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Convention de Ramsar en Guinée qui montrent que le gouvernement guinéen a pris certaines mesures pour mettre en œuvre la Convention.	Le projet mettra en œuvre des mesures visant à promouvoir l'utilisation durable de l'eau et à minimiser les impacts sur les ressources en eau, y compris les zones humides. Ces mesures comprennent notamment l'élaboration d'un plan directeur de gestion de l'eau.
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination	La Guinée a adhéré à la Convention mais ne l'a pas ratifiée en avril 1995.	La Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination a été adoptée le 22 mars 1989 à Bâle (Suisse), en réponse à un tollé général suscité par la découverte, dans les années 1980, en Afrique et dans d'autres régions du monde en développement de dépôts de déchets toxiques importés de l'étranger. L'objectif de la Convention de Bâle est avant tout de protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes des déchets dangereux. Son champ d'application couvre un large éventail de déchets définis comme « déchets dangereux » en fonction de leur origine et/ou de leur composition et de leurs caractéristiques, ainsi que deux types de déchets définis comme « autres déchets » - les déchets ménagers et les cendres d'incinérateurs.	Le projet réduira la production de déchets autant que possible. Les déchets générés pendant les différentes phases du projet doivent être gérés conformément aux objectifs de cette convention et à un plan de gestion des matières dangereuses.

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention sur la lutte contre la désertification (A/AC.241/27)	La Guinée a ratifié cette Convention en juin 1997.	L'objectif de cette Convention, entrée en vigueur en décembre 1996, est de lutter contre la désertification et d'atténuer les effets de la sécheresse dans les pays gravement touchés par ces fléaux, en particulier en Afrique. La Convention vise à atteindre cet objectif par une action efficace à tous les niveaux, appuyée par des accords internationaux de coopération et de partenariat, dans le cadre d'une approche intégrée compatible avec l'Agenda 21, en vue de contribuer à la réalisation du développement durable dans les zones touchées. La Guinée a également élaboré un plan d'action national contre la désertification. Les buts et objectifs de la Convention ont été incorporés dans la législation existante, comme le <i>Code de l'environnement</i> , le <i>Code minier</i> , etc.	Le projet réduira autant que possible le défrichement de la végétation et mettre en place des mesures de reboisement guidées par un plan de gestion de la perturbation et de la réhabilitation des terres afin de lutter contre la désertification.
Convention du patrimoine mondial (UNESCO)	La Convention est entrée en vigueur en 1975. La Guinée a ratifié la Convention en mars 1979.	La Convention vise à promouvoir la coopération entre les nations afin de protéger le patrimoine naturel et les biens culturels de la planète qui ont une valeur universelle si exceptionnelle qu'il importe de les sauvegarder pour les générations actuelles et futures. Elle définit le type de sites naturels ou culturels à inscrire éventuellement sur la Liste du patrimoine mondial, et définit les obligations des États signataires, dont la Guinée, en matière d'identification des sites potentiels et leur rôle dans leur protection et leur préservation. En signant la Convention, chaque pays s'engage à conserver non seulement les sites du patrimoine mondial situés sur son territoire, mais aussi à protéger son patrimoine national. La réserve naturelle intégrale du mont Nimba a été créée par décret en 1944 et déclarée réserve de biosphère en 1980. La Guinée a inscrit la Réserve naturelle intégrale du mont Nimba sur la liste du patrimoine mondial en péril en 1992. Le gouvernement guinéen a également inscrit le paysage culturel de la chaîne du mont Nimba sur la liste provisoire des sites culturels à protéger en vertu de la Convention.	Le projet encouragera les mesures visant à protéger le patrimoine naturel ou culturel de la zone du projet et à respecter la diversité culturelle grâce à la mise en œuvre d'un plan de gestion du patrimoine culturel.

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention 29 (C029) de l'OIT sur le travail forcé, 1930	La Guinée a ratifié la Convention 29 en janvier 1959.	La Convention n° 29 de 1930 sur le travail forcé dispose que les États qui la ratifient répriment le recours au travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes. On entend par travail forcé ou obligatoire tout travail ou service exigé de toute personne sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ladite personne ne s'est pas offerte volontairement.	Tous les emplois du projet seront conformes aux exigences de ces diverses conventions et au plan de gestion des droits de l'homme du projet.
Convention 87 (C087) de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948	La Guinée a ratifié la Convention 87 en janvier 1959.	La Convention n° 87 de 1948 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical établit le droit de tous les travailleurs et employeurs de constituer des organisations de leur choix et d'y adhérer sans autorisation préalable et établit une série de garanties pour le libre fonctionnement des organisations sans ingérence des pouvoirs publics.	Tous les emplois du projet seront conformes aux exigences de ces diverses conventions et au plan de gestion des droits de l'homme du projet.
Convention 98 (C098) de l'OIT sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949	La Guinée a ratifié la Convention 98 en mars 1959.	La Convention n° 98 de 1949 sur le droit d'organisation et de négociation collective prévoit une protection contre la discrimination antisyndicale, une protection des organisations de travailleurs et d'employeurs contre les actes d'ingérence mutuels et des mesures visant à promouvoir et encourager la négociation collective.	
Convention 100 (C100) de l'OIT sur l'égalité de rémunération, 1951	La Guinée a ratifié la Convention 100 en août 1967.	La Convention n° 100 de 1951 sur l'égalité de rémunération établit que tous les travailleurs, sans discrimination fondée sur le sexe, reçoivent une rémunération égale pour un travail de valeur égale.	
Convention 105 (C105) de l'OIT sur l'abolition du travail forcé, 1957	La Guinée a ratifié la Convention 105 en juillet 1961.	La Convention n° 105 de 1957 sur l'abolition du travail forcé s'appuie sur la Convention n° 29 de 1930 sur le travail forcé et établit des principes plus stricts concernant le travail forcé.	
Convention 111 (C111) de l'OIT sur l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession, 1958	La Guinée a ratifié la Convention 111 en septembre 1960.	La Convention sur l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession de 1958 (n° 111) dispose que les États membres mènent une politique nationale visant à promouvoir, par des méthodes adaptées aux conditions et pratiques nationales, l'égalité des chances et de traitement en matière d'emploi et de profession, en vue d'éliminer toute discrimination à cet égard.	

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention 138 (C138) de l'OIT sur l'âge minimum, 1973	La Guinée a ratifié la Convention 138 en juin 2003.	La Convention sur l'âge minimum, 1973 (n° 138) fixe l'âge en dessous duquel les enfants ne devraient pas travailler à 15 ans (ou 14 ans si la situation économique d'un pays l'exige à court terme). Deux ans avant d'atteindre cet âge minimum légal, les enfants peuvent effectuer un « travail léger » - un travail non dangereux ne dépassant pas 14 heures par semaine, sans entraver la scolarisation. Les enfants en dessous de l'âge minimum de travail qui effectuent un travail autre que léger sont considérés comme soumis au travail des enfants. L'UNICEF considère en outre qu'un enfant travaille s'il effectue un travail domestique pendant 28 heures ou plus par semaine.	
Convention 167 (C167) de l'OIT sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988	La Guinée a ratifié la Convention 167 en avril 2017.	La Convention sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988 (n° 167) prévoit que les États membres adoptent et maintiennent en vigueur des lois ou des règlements qui garantissent l'application des dispositions de la Convention. La convention définit les dispositions relatives à la santé et à la sécurité liées aux activités de construction, y compris, mais sans s'y limiter, la sécurité des lieux de travail, le transport, le matériel de terrassement et de manutention, les installations, les machines, l'équipement et les outils à main, les excavations, les puits, les terrassements, les travaux souterrains et les tunnels, l'électricité, les explosifs, les risques pour la santé, l'équipement de protection individuelle (EPI) et les vêtements, les premiers soins, la formation et le signalement des accidents.	Le projet mettra en œuvre des mesures visant à préserver la santé et la sécurité de tous les travailleurs/employés et du public conformément aux exigences de ces conventions. Le projet encouragera la santé et la sécurité par la mise en œuvre d'un plan de santé et de sécurité au travail (SST) et d'un plan de gestion de la santé et de la sécurité au sein de la communauté.
Convention 176 (C176) de l'OIT sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995	La Guinée a ratifié la Convention 176 en avril 2017.	La Convention sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995 (n° 176) dispose que les États membres veillent à ce que l'application de la Convention soit prescrite par les lois et règlements nationaux. Une autorité compétente est désignée pour surveiller et réglementer les divers aspects de la sécurité et de la santé dans les mines. La Convention prescrit des mesures de prévention et de protection dans les mines, ainsi que les responsabilités des employeurs et les droits et devoirs des travailleurs et de leurs représentants.	

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention 182 (C182) de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants, 1999	La Guinée a ratifié la Convention 182 en juin 2003.	La Convention (n° 182) de 1999 sur les pires formes de travail des enfants dispose que chaque État membre qui ratifie la Convention doit prendre des mesures immédiates efficaces pour interdire et éliminer d'urgence les pires formes de travail des enfants. Il s'agit notamment de l'esclavage, de la traite, de la prostitution et de la pornographie, du travail forcé et du recrutement dans des milices, ainsi que des professions qui nuisent à la sécurité, à la moralité ou à la santé de l'enfant.	Le projet interdira l'emploi d'un mineur ou d'un enfant. Tout emploi dans le cadre du projet sera conforme aux exigences de la présente convention et du plan de gestion des droits de l'homme du projet.
Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE)	La Guinée est un pays candidat à l'ITIE.	Le statut de candidat de la Guinée a été rétabli le 1er mars 2011, à la suite de la suspension temporaire de son statut de candidat en 2009, compte tenu des difficultés politiques rencontrées par le pays. L'objectif de l'EITI est d'assurer la transparence des paiements et des recettes effectués par les sociétés de l'industrie extractive.	Le projet favorisera la transparence en se conformant aux exigences de l'ITIE.
Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP)	La Guinée a ratifié le CCPR le 24 janvier 1978.	Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques prévoit que les États parties s'engagent à prendre des mesures pour respecter et garantir à tous les individus la jouissance des droits reconnus dans le Pacte, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue ou de religion. Il s'agit notamment de l'absence de discrimination, du droit à l'égalité entre les hommes et les femmes, du droit à la vie, du droit à la liberté et à la sécurité de la personne, du droit à l'égalité devant la loi et du droit à un procès équitable.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux, y compris les droits civils et politiques des travailleurs / employés et du public. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme pour atteindre cet objectif.
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (CESCR)	La Guinée a ratifié le CESCR le 24 janvier 1978.	Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels prévoit que les États parties s'engagent à agir, au maximum de leurs ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le Pacte, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue ou de religion. Il s'agit notamment du droit au travail, de conditions de travail justes et favorables, du droit de constituer des syndicats, du droit de grève et du droit des enfants à ne pas être soumis à l'exploitation sociale et économique.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux, y compris les droits économiques, sociaux et culturels des travailleurs / employés et du public. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme pour atteindre cet objectif.

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention sur les droits de l'enfant (CDE)	La Guinée a adhéré à la CDE le 13 juillet 1990.	La Convention relative aux droits de l'enfant prévoit que les États parties doivent respecter et garantir que tous les enfants jouissent des droits reconnus dans la Convention sans discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue ou la religion (ou celle de leurs parents ou tuteurs légaux). Ces droits comprennent le droit à l'éducation, le droit de ne pas être soumis à la violence, à la maltraitance et à l'abandon, le droit d'être protégé contre l'exploitation économique et le droit de ne pas être astreint à un travail dangereux.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux, y compris les droits de l'enfant. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme et interdira l'emploi de mineurs ou d'enfants.
Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)	La Guinée a ratifié la CEDEF le 9 août 1982.	La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes prévoit que les États parties doivent condamner la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes et mener une politique visant à éliminer la discrimination à l'égard des femmes. Les États parties s'engagent à incorporer le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes dans leur système juridique, à abolir les lois discriminatoires et à adopter des lois interdisant la discrimination à l'égard des femmes.	Le projet promouvra les droits des femmes et l'égalité des sexes. Grâce à la mise en œuvre d'un plan de gestion des droits de l'homme, les besoins spécifiques des femmes seront dûment pris en compte.
Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH)	La Guinée a ratifié la CDPH le 8 février 2008.	La Convention relative aux droits des personnes handicapées prévoit que les États parties s'engagent à garantir et à promouvoir la pleine réalisation de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales pour toutes les personnes handicapées, sans discrimination fondée sur le handicap. Ces droits comprennent l'égalité et la non-discrimination devant la loi et la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés pour les femmes et les enfants handicapés.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux, y compris les droits des personnes handicapées qui bénéficieront de l'égalité des chances en matière d'emploi dans le cadre du projet. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme pour atteindre cet objectif.
Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD)	La Guinée a ratifié la CERD le 14 mars 1977.	La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale prévoit que les États parties condamnent la discrimination raciale et s'engagent à poursuivre une politique d'élimination de la discrimination raciale. Les États parties s'engagent à revoir les politiques gouvernementales, nationales et locales, et à abolir ou modifier les lois ou règlements qui créent ou perpétuent la discrimination raciale.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux. Le projet offrira l'égalité des chances en matière d'emploi et autres à toutes les personnes, quelle que soit leur race. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme pour atteindre cet objectif.

Convention	Date de ratification/ adhésion	Objectifs clés	Liens avec le projet
Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CMW)	La Guinée a adhéré à la CMW le 7 septembre 2000.	La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille accorde des droits humains fondamentaux à tous les migrants et à leur famille. La Convention prévoit que les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont droit à une protection effective de l'État contre les violences, les atteintes à l'intégrité physique, les menaces et les actes d'intimidation, qu'ils soient le fait d'agents publics ou de groupes ou d'institutions privés.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux, y compris les droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme pour atteindre cet objectif.
Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT)	La Guinée a ratifié la CAT le 10 octobre 1989.	La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants vise à prévenir et à éradiquer le recours à la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à faire en sorte que les auteurs d'actes de torture répondent de leurs actes. Les États parties sont tenus de prendre des mesures législatives, administratives, judiciaires ou autres mesures efficaces pour prévenir les actes de torture.	Le projet encouragera le respect des droits de l'homme internationaux et ne laissera aucune place à la torture, à la cruauté et au traitement inhumain de toute personne, quelle qu'en soit la raison. Le projet mettra en œuvre un plan de gestion des droits de l'homme pour atteindre cet objectif.

1B.5 Législation et politique environnementales

Toutes les lois fondamentales guinéennes (constitutions et charte de la transition) reconnaissent la nécessité impérieuse de protéger l'environnement afin de satisfaire les besoins de la nation sans compromettre celle des générations futures.

Le *Code de l'environnement* (Loi n° L/2019/0034/AN du 04 juillet 2019) promulgué par le Décret D/2019/221/PRG/SGG du 26 juillet 2019 promeut le développement durable, la gestion et la protection de l'environnement et du capital naturel contre toutes les formes de dégradation (Article 1er). Il établit le cadre administratif et juridique qui permet à l'État guinéen de s'acquitter de son obligation constitutionnelle de fournir un environnement propre et sain à toute personne en République de Guinée.

Le *Code de l'environnement* est la pierre angulaire de la protection et de l'amélioration de l'environnement en République de Guinée et énonce les principes juridiques fondamentaux à respecter pour assurer la protection des ressources environnementales et de l'environnement humain.

Le Titre I énonce les principes généraux et fondamentaux applicables en matière de protection de l'environnement en Guinée, les structures administratives chargées de la gestion des activités de protection de l'environnement en République de Guinée et dispose que le Ministère en charge de l'Environnement est l'institution administrative clé pour la protection et la gestion de l'environnement, agissant seul ou conjointement avec les autres ministères concernés.

Le Titre II prévoit la protection et l'amélioration de l'environnement récepteur. Les chapitres du Titre II fournissent des détails sur la protection spécifique des différents environnements récepteurs, y compris le sol et le sous-sol ; eau ; la mer et ses ressources, l'environnement atmosphérique, la faune, la flore et la biodiversité.

Le Titre III prévoit la protection et l'amélioration de l'environnement naturel et de l'environnement humain, y compris l'utilisation des ressources.

Le Titre IV traite de la gestion des risques et des catastrophes en ce qui concerne l'environnement naturel, y compris les urgences industrielles et la mise en œuvre du plan d'organisation des urgences.

Le Titre V détaille la dégradation et les préoccupations environnementales, y compris la gestion des déchets (dangereux et non dangereux), les installations de structures artificielles - en décrivant les revers de divers récepteurs environnementaux, les produits chimiques dangereux, le bruit et les vibrations, et la pollution visuelle et lumineuse.

Le Titre VI traite du changement climatique, des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

Le Titre VII détaille la gestion et l'allocation des moyens monétaires, notamment par le biais du Fonds pour l'environnement et le capital naturel, qui sert à financer l'exploitation et la mise en œuvre des standards nationaux de préservation du capital naturel et de protection de l'environnement. Les taxes et redevances environnementales sont également mentionnées sous ce titre. Le Titre VIII traite des infractions et des peines et le Titre IX concerne diverses dispositions relatives à l'utilisation d'autres Codes et règlements en vigueur.

Outre les structures administratives en place, une nouvelle structure, le Centre de Gestion de l'Environnement des Monts Nimba et Simandou (CEGENS), créé en vertu de l'arrêté 2005/406/ME/CAB, a pour mission de coordonner et de promouvoir les activités de protection et de développement durable des ressources de ces montagnes et de leurs zones d'influence.

1B.6 Législation et processus d'évaluations environnementales

En mai 2023, le gouvernement de transition de la République de Guinée à travers le MEDD, a signé l'Arrêté A/2023/1595/MEDD/CAB/SGG du 5 mai 2023 modifiant l'Arrêté A/2022/1646/MEDD/CAB/SGG du 25 juillet 2022 portant procédure administrative d'évaluations environnementales en République de Guinée.

En outre, l'Arrêté A/2023/1595/MEDD/CAB/SGG annule et remplace toutes les dispositions antérieures contraires définissant la procédure d'évaluation environnemental et social en République de Guinée.

Le Titre II de l'Arrêté A/2023/1595/MEDD/CAB/SGG définit la procédure administrative d'évaluations environnementales. Les sujets suivants sont traités dans sept chapitres :

- Le Chapitre 1 énonce les exigences liées à la préparation d'une étude environnementale stratégique (EES).
- Le Chapitre 2 porte sur l'élaboration d'un cadre de gestion environnementale et sociale qui est élaboré selon le même processus que l'EES.
- Le Chapitre 3 détaille les exigences d'une étude d'impact environnemental et social (EIES) à laquelle Rio Tinto Simfer est soumise dans le cadre du Projet Simandou.
- Le Chapitre 4 définit les exigences en matière d'audit environnementale et sociale.
- Le Chapitre 5 décrit les conditions de validité, d'annulation et de retrait de l'autorisation environnementale, du certificat de conformité environnementale et du certificat d'audit environnemental.
- Le Chapitre 6 décrit les étapes de la publication du rapport d'étude environnementale.
- Le Chapitre 7 identifie les coûts inhérents à la procédure environnemental.

Au Chapitre 3 de l'article 15, quatre Catégories de projets sont identifiées comme suit :

- **Catégorie A** : Les projets ou activités à risque élevé et susceptibles d'avoir des impacts et/ou risques très négatifs, généralement irréversibles, le plus souvent ressentis dans une zone plus vaste que les sites faisant l'objet de ces projets. Ces projets sont soumis à une Etude d'Impact Environnemental et Social détaillée (EIES).
- **Catégorie B** : Les projets ou activités à risque important et dont les impacts négatifs sur l'environnement sont moins graves que ceux des projets de la catégorie A. Ce sont des projets pouvant avoir des impacts facilement identifiables et limités et dont les moyens de leur atténuation sont généralement connus. Ces projets sont soumis à une Etude d'Impact Environnemental et Social Simplifiée ou Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES).
- **Catégorie C** : Les projets ou activités à risque modéré voire faible et dont les impacts négatifs sont mineurs, sur l'environnement biophysique et humain. Ces projets font l'objet de prescriptions environnementales et sociales.
- **Catégorie D** : Les projets ou activités dont les impacts négatifs sont insignifiants, sur l'environnement biophysique et humain. Ces projets sont mis en œuvre sans mesures spécifiques.

Le Projet Simandou de Rio Tinto Simfer est classé dans la catégorie A et fait l'objet d'une EIES détaillée. Les étapes à suivre de l'EIES telles qu'identifiées à l'Article 16 sont les suivantes :

- L'avis de projet;
- Le tri préliminaire;
- L'élaboration du cadrage (scoping) et des Termes de Référence;
- La réalisation de l'étude;
- L'examen/analyse du rapport;
- La prise de décision;
- La mise en œuvre ;
- La surveillance et suivi environnemental, et le contrôle.

Les termes de référence (TDRs) doivent être approuvés par le ministère de l'Environnement. Dans les 10 jours ouvrables suivant la date de réception, l'Agence Guinéenne d'Études Environnementales (l'AGEE)¹ à travers le Comité Technique d'Analyse Environnementale (CTAE)² examine les TDR, puis transmet son avis au ministère de l'Environnement (article 18). L'examen des TDR peut exiger que l'AGEE visite le site du projet et mène une consultation publique limitée avant la délivrance d'une approbation des TDR. Le Ministère responsable de l'Environnement doit, dans les sept (7) jours suivant la date d'acceptation de l'avis de l'AGEE, répondre au promoteur ou à son mandataire.

Une analyse de recevabilité est effectuée sur la base de la conformité des clauses de référence, avant l'examen de l'EIES par l'AGEE à travers le Comité Technique d'analyse environnementale (CTAE).

L'article 24 définit le contenu minimale d'un rapport de l'EIES détaillée comme suit:

- Un résumé non technique qui donne une synthèse succincte des renseignements fournis au titre des chapitres allant de la description du projet au Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES);
- Une introduction qui présente les grandes lignes du rapport;
- Le contexte et la justification du projet, les objectifs et résultats attendus du projet;
- Une présentation de la méthodologie;
- Une description et analyse comparative des solutions de rechange;

¹ L'Agence Guinéenne d'Études Environnementales (AGEE) procède à l'examen de l'EIES avec le soutien du CTAE.

² Comité technique d'analyse environnementale (CTAE) (comité interministériel chargé d'assister le ministère de l'Environnement dans l'analyse et l'approbation du mandat et des rapports EIES (Arrêté n° 03182, 2010)

- Une description des différentes variantes possibles de réalisation du projet en termes de localisation géographique (site, corridor, zone), de disponibilités technologiques (procédés, modes d'exploitation) ou de techniques opérationnelles, ainsi qu'une comparaison de ces variantes et la justification de la variante retenue ;
- Une description complète du projet, comprenant les activités, les aménagements connexes et les travaux prévus pendant les phases de construction, d'exploitation et de fermeture, ainsi qu'une description des rejets, incluant les équipements et les installations qui leur sont associés. Cette description comprend aussi une estimation des coûts du projet et le calendrier de réalisation selon les différentes phases, la détermination des limites géographiques de la zone du projet;
- Une analyse du cadre, politique, juridique et institutionnel du projet;
- Une analyse de l'état initial du site et de son environnement : collecte de données de base sur les ressources en eau, le sol, l'air, les changements climatiques, la flore, la faune, la diversité-biologique, les paramètres physico-chimiques, microbiologiques, des conditions socio-économiques, les sites d'héritage culturels et archéologiques etc.;
- Une description des mesures et initiative en matière d'adaptation et de résilience au changement climatique et d'atténuation de ses effets sur la biodiversité, particulièrement les espèces menacées ou en déclin et leurs habitats;
- Les résultats des consultations publiques avec une description des méthodes et processus appliqués;
- Identification et évaluation des risques et impacts environnementaux et sociaux (positifs ou négatifs ; directs, indirects ou cumulatifs à court, moyen et à long terme) liés à la mise en œuvre du projet suivant ses différentes phases;
- Evaluation des émissions de gaz à effet de serre;
- Evaluation des pertes de biodiversité et des services écosystémiques conformément à la hiérarchie des atténuations (éviter, atténuer, compenser et assurer un gain net);
- Les effets sur le Genre et les personnes vulnérables;
- Evaluation des effets cumulatifs sur les principales composantes valorisées;
- Une proposition des mesures d'atténuation et de compensation des risques et impacts négatifs et bonification des impacts positifs ainsi que des mesures spécifiques à la réduction des gaz à effet de serre et à l'adaptation;
- Elaboration des mesures de compensations des pertes de biodiversité si possible sous forme d'offset;
- Un plan d'engagement des Parties Prenantes;
- Le mécanisme de gestion des plaintes;
- Un PGES qui comprend un programme d'atténuation et/ou de bonification des impacts, un programme de surveillance environnementale, un programme de suivi environnemental, un programme de renforcement des capacités des acteurs et une synthèse des coûts des différents programmes;
- Un Plan d'Action de Réinstallation et de Compensation si nécessaire;
- Un Plan de Réhabilitation et de Fermeture;
- Un Plan de Gestion des risques, dangers, Catastrophes et des Urgences Environnementales;
- Un plan de Gestion des Déchets;
- Un Plan de Gestion de l'héritage culturel ainsi que tous autres plans associés;
- Une conclusion générale de l'étude; et
- Les annexes sont composés des documents complémentaires (les termes de référence de l'EIE et/ou des études complémentaires, les procès-verbaux de consultation publique) élaborés dans le cadre de l'Etude d'Impact Environnemental et Social, les cartes, les dessins, les images, les résultats de laboratoire, les rapports photographiques et les articles jugés importants pour la compréhension du travail; les Références bibliographiques; les références professionnelles des experts clés ayant réalisés les différentes parties de l'Etude , etc.

Le PGES résultant de l'EIES est considéré comme le cahier des charges environnementale et sociale (CCES) du promoteur et est couvert par l'Article 23. A cet effet, les entreprises adjudicataires à travers le promoteur, doivent soumettre à l'AGEE et au ministère de tutelle un PGES chantier pour approbation avant le début des activités.

Le promoteur est tenu de transmettre au Ministre en charge de l'Environnement avec ampliation à l'AGEE et au Ministère de tutelle, les rapports périodiques semestriels d'exécution dudit PGES. Ce rapport présente les résultats de surveillance et suivi réalisés par les entreprises, les bureaux de contrôle des travaux ainsi que de l'entité responsable des questions environnementales et/ou sociales du promoteur.

L'AGEE et le Ministère de tutelle exercent le contrôle environnemental et social de la mise en œuvre du PGES (appelé aussi Suivi PGES). L'AGEE rend compte de ce contrôle (suivi PGES) au Ministre en charge de l'Environnement.

L'AGEE est appuyée dans sa mission de suivi de mise en œuvre des PGES par des Comités Préfectoraux de Suivi Environnemental et Social (CPSES), mis en place par arrêté du Ministre en Charge de l'Environnement.

La mission attribuée au CPSES est d'assurer un suivi de proximité pour certaines composantes environnementales et sociales, ainsi que la gestion des plaintes et la prévention des conflits liés aux projets des entreprises en activités sur leurs territoires.

1B.7 Législation et politique relative à la biodiversité

Entre 2018 et 2020, la République de Guinée a légiféré de la manière suivante sur la biodiversité et les espèces:

- La Loi Ordinaire L/2018/0049/AN du 20 juin 2018, « Portant Code de protection de la faune sauvage et réglementation de la chasse »
 - L'Arrêté A/2019/5663/MEEF/CAB « Portant création, attributions et organisation de la coordination nationale des postes de contrôle de produits forestiers ligneux, non ligneux et fauniques »
 - L'Arrêté A/2020/1591/MEEF/CAB/SGG, « Portant protection des espèces de faune et de flore sauvages en République de Guinée »

En outre, en 2020, le Gouvernement de Guinée a publié un plan national de protection des chimpanzés de l'Ouest pour la période 2020-2030 (MEDD, 2020).

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un plan de rétablissement réglementé en République de Guinée, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a également publié un plan de rétablissement régional pour le chimpanzé occidental (UICN, 2020).

La République de Guinée est également signataire de plusieurs conventions internationales importantes, telles que la Convention sur la diversité biologique lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en juin 1992, qu'elle a ratifiée le 7 mai 1993. La République de Guinée est ainsi devenue le deuxième pays africain à signer la Convention et le 16e de toutes les parties contractantes.

En ratifiant cette Convention, la République de Guinée s'est engagée à adopter des mesures générales pour promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, identifier et utiliser de manière durable les composantes de cette biodiversité, et établir une politique de conservation de la biodiversité. Le principal organisme compétent en République de Guinée est le Département national pour la protection de la nature (DNPN) du MEDD, responsable de l'application de la Convention, qui est le point central de la politique nationale en matière de biodiversité.

Les principaux règlements de biodiversité mis en œuvre en République de Guinée sont les suivants :

- Plan d'actions national pour l'environnement et le développement durable (PNAE-DD)
- Plan de développement du secteur minier (PDSM)
- Déclaration de politique minière (DPM)
- Plan d'action forestier national (PAFN)
- Plan directeur de développement de la mangrove
- Programme d'étude du secteur énergétique
- Programme national de développement humain durable
- Plan d'action pour la promotion de la femme
- Programme-cadre pour la promotion de la décentralisation et des capacités de la société civile
- Programme-cadre de soutien aux initiatives de base

À ce jour, la République de Guinée a enregistré, au titre de la Convention sur la diversité biologique, quatre réserves de biosphère, dont les Monts Nimba (171 km²), Ziama (1 162 km²), Badiar (2 843 km²) et le Haut Niger (6 470 km²). Le cœur de la zone de biosphère de la montagne de Nimba comprend une partie de la chaîne de montagnes de Nimba (125 km²), la forêt classée de Bossou (3 km²) et la forêt classée de Déré (89 km²).

Outre la Convention sur la diversité biologique, la République de Guinée est également signataire de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, de la Convention de 1972 sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, de la Convention de coopération pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et côtier de la région de l'Afrique occidentale et centrale. La République de Guinée a également signé, mais non ratifié, la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, Organisation de l'unité africaine.

Le texte juridique essentiel, par lequel les conventions internationales sur la biodiversité et la protection des espèces, ont été transposées dans la législation guinéenne, est le *Code de protection de la faune sauvage et de réglementation de la chasse (La Loi Ordinaire L/2018/0049/AN du 20 juin 2018, portant de la faune sauvage et réglementation de la chasse)*. Ce Code définit le cadre juridique de la protection, de la conservation et de la gestion de la faune sauvage et de ses habitats et prévoit la reconnaissance du droit de chasse. Ce texte prévoit également certaines règles en matière de chasse et vise à promouvoir l'utilisation durable des espèces animales et à assurer leur durabilité pour la satisfaction des besoins humains. Ce Code et son interaction avec la législation relative à l'EIE sont actuellement la pierre angulaire de la protection et de la mise en valeur de la biodiversité en République de Guinée.

Le Code prévoit que des parcs nationaux, des réserves naturelles, des réserves ou sanctuaires spéciaux de la faune sauvage, des réserves de chasse et des zones de chasse peuvent être créés en République de Guinée afin d'assurer la sauvegarde et la gestion de la faune sauvage. Ces espaces sont dédiés à la conservation de la biodiversité, de la faune, des paysages et des formations géologiques qui ont une valeur scientifique ou esthétique particulière. Des contrôles stricts sont généralement mis en œuvre pour préserver les habitats et les espèces. Il est interdit, sauf dans des cas inhabituels, de capturer des animaux, d'endommager des tanières, de ramasser des œufs, de détruire la végétation de quelque façon que ce soit, de voyager hors route, de se garer en dehors des aires de stationnement désignées, d'avoir des armes, de survoler à basse altitude ou d'utiliser les terres pour l'agriculture, le pâturage, la foresterie ou l'exploitation minière.

L'article 40 de ce Code dispose que toute activité susceptible de porter atteinte à l'intégrité physique ou à l'équilibre écologique des parcs nationaux, des réserves naturelles, des sanctuaires de faune ou des réserves de chasse doit être précédée, avant le début des travaux, d'une étude des incidences sur l'environnement.

Le Code est appuyé par une politique nationale sur la faune, qui fixe des objectifs de sauvegarde et un plan d'action pour la conservation, la réhabilitation et le développement.

En outre, le Code prévoit que certaines espèces de faune et de flore constituent une ressource nationale qui doit être protégée. Il énumère les espèces qui doivent être totalement ou partiellement protégées. Les espèces totalement protégées ne peuvent être chassées, capturées ou exportées que sous licence scientifique délivrée par le gouvernement guinéen. Les chimpanzés sont inclus dans la liste des espèces protégées. Pour les espèces qui ne relèvent pas d'un régime de protection spécifique, les chasseurs doivent respecter les règles de la chasse et obtenir un permis de chasse valide entre le 15 décembre et le 30 avril de l'année suivante entre le lever et le coucher du soleil. La chasse, la capture ou le maintien en captivité d'une espèce protégée sont passibles d'une peine privative de liberté de six mois à un an et/ou une amende de 40 000 à 80 000 francs guinéens.

La protection de la biodiversité en République de Guinée est encore renforcée par l'interaction entre la protection des espèces et des paysages dans le cadre du *Code de protection de la faune sauvage et de la réglementation de la chasse* et de la législation forestière et, dans le cas du *Code forestier*. En République de Guinée, il y a 162 forêts classées qui représentent 4,8 % de la superficie totale du pays. La législation forestière est traitée à la section 4.7.

1B.8 Droit foncier

Plusieurs lois guinéennes applicables au projet régissent l'utilisation des terres et de l'environnement bâti. Le rôle du droit foncier en République de Guinée est triple.

- Veiller à ce que la protection de l'environnement soit prise en compte au niveau de l'élaboration des politiques. Ces plans fixent les règles de base de l'action en matière d'environnement dans tous les domaines. Ces plans sont généralement rédigés au niveau national et/ou régional et doivent être lus conjointement avec les règlements du gouvernement central.
- Assurer le contrôle du processus de développement en utilisant le permis d'urbanisme/le permis de construire à obtenir auprès des services centraux et/ou locaux d'aménagement avant que le développement puisse avoir lieu. Dans la plupart des cas, un permis de construire ne peut être obtenu que si les autorités ont approuvé le projet dans le cadre du processus d'étude des incidences sur l'environnement.
- Assurer la protection de l'environnement en respectant les conditions, les accords, etc. liés à la protection de l'environnement lors de l'octroi d'un permis d'urbanisme / de construire, par exemple, la nécessité d'obtenir un permis environnemental (également connu sous le nom de permis d'installation classifié) avant que la production/construction ne puisse commencer en ce qui concerne les installations classées pour la protection de l'environnement.

La loi L/92/019 du 30 mars 1992 relative au *Code Foncier et Domanial* définit le cadre juridique général qui régit les règles applicables aux terres en République de Guinée. Le Code traite principalement des propriétés enregistrées et prévoit l'enregistrement des propriétés par le biais de titres, de baux et d'actes. Il définit deux procédures d'enregistrement foncier et autres dispositions liées aux processus d'expropriation.

- Par le biais du plan de propriété foncière : il s'agit d'un document administratif simple, et non d'un titre de propriété, détenu au niveau de la municipalité pour les villes et au niveau de la communauté de développement rural pour les zones rurales ; et
- Par le biais de l'enregistrement de la propriété foncière : celui-ci aboutit à la délivrance d'un acte de pleine propriété et le document est conservé par le service de sauvegarde de la propriété foncière.

Dans la pratique, ces procédures d'enregistrement foncier n'ont pas été appliquées de manière exhaustive dans les zones rurales où les droits coutumiers prédominent, et, en l'absence de propriété privée formelle, la terre demeure essentiellement une propriété de l'État.

Les dispositions du *Code Foncier et Domanial* concernent les biens enregistrés et le Code ne reconnaît pas explicitement les droits coutumiers. Le *Code Foncier et Domanial* prévoit que les terrains orphelins (c'est-à-dire sans propriétaire) et vacants deviennent la propriété de l'État guinéen. Une interprétation large du *Code Foncier et Domanial* conduirait à comprendre que tout terrain de projet sans titre de propriété (c'est-à-dire un bien non enregistré) serait, par défaut, la propriété de l'État. Toutefois, l'article 39 peut être interprété comme reconnaissant des droits coutumiers. Il définit les propriétaires fonciers comme des personnes physiques ou des personnes morales qui peuvent apporter la preuve de leur occupation pacifique, personnelle, continue et de bonne foi d'un logement en tant que propriétaire. Il est donc probable que tous les propriétaires (enregistrés ou non), occupants et utilisateurs devront être indemnisés conformément aux normes internationales reconnues. De manière générale, la propriété par usucapion est admise par le Code Foncier.

Le *Code Foncier et Domanial* prévoit également des dispositions relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Il ne contient toutefois pas de dispositions détaillées concernant le niveau de la compensation au-delà du principe général de compensation équitable énoncé à l'article 55. L'article 69 dispose également que « Les indemnités allouées doivent couvrir l'intégralité du préjudice direct, matériel et certain causé par l'expropriation. ».

La procédure administrative d'expropriation pour cause d'utilité publique prévoit une enquête publique et un cadastre avant qu'un décret d'expropriation puisse être promulgué. À l'heure actuelle, le cadre juridique guinéen ne fixe pas les détails de l'enquête publique ou de l'enquête foncière, mais des travaux sont en cours entre Rio Tinto Simfer et le gouvernement guinéen pour mener à bien ce dossier.

Le *Code Foncier et Domanial* prévoit également la nécessité d'obtenir un permis de construire avant la construction.

La loi L/98 n° 017/98 du 13 juillet 1998 adoptant et promulguant la loi portant *Code de l'urbanisme de la République de Guinée* (également appelé *Code de l'urbanisme*) prévoit que l'État guinéen est responsable de la gestion et du développement du territoire national. Ce contrôle s'exerce par le biais du plan national d'aménagement du territoire, Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT), et des Plans Directeurs d'Aménagement Régionaux (PDAR), qui fournissent aux différents niveaux des pouvoirs publics les outils pour influencer le développement au niveau de l'élaboration des politiques.

Outre le *Code de l'Urbanisme*, le Gouvernement guinéen a publié la *Déclaration de politique foncière en milieu rural* (DPFMR) (décret D/ 2001/037/PRG) qui vise à promouvoir le développement économique et social rural en garantissant les droits et les règles de la terre rurale en faveur du développement agricole, en améliorant la gestion durable des ressources et en permettant le développement d'un marché foncier transparent et équitable. Ce Décret constitue le cadre stratégique pour la gestion des terres rurales.

Au niveau local, le *Code des collectivités locales*, qui prévoit la décentralisation des pouvoirs du gouvernement central, définit les compétences, les missions, le domaine et les actifs des collectivités locales ainsi que les limites de l'intervention communautaire. Ce Code définit le rôle et les responsabilités des autorités locales dans la gestion de l'utilisation des terres. Le conseil local doit donner son avis avant tout projet d'investissement et toute occupation / exploitation des sols. Les autorités locales partagent la responsabilité de la gestion de l'utilisation des terres avec l'État.

1B.9 Interaction entre la planification environnementale et la législation sur les permis

Le Décret Présidentiel n°200/PRG/SGG/89 du 8 novembre 1989, en application de l'article 73 du Code de l'environnement, de 1987 relatif au régime réglementaire applicable aux installations classées aux fins de la protection de l'environnement (Décret présidentiel 200/PRG/SGG/89 du 8 novembre 1989 sur le régime juridique des installations classées pour la protection de l'environnement) fixe les dispositions administratives et financières applicables aux installations classées. Les installations classées sont des installations qui, de par la nature de leurs activités ou le volume réel des activités entreprises, nécessitent une autorisation spécifique en vertu de la législation environnementale guinéenne.

L'Arrêté 03/8003/PRG/SGG du 21 octobre 1993 fixant la nomenclature technique des installations classées pour la protection de l'environnement énumère toutes les activités industrielles qui relèvent du champ d'application du Décret Présidentiel 200/PRG/SGG/89 et pour lesquelles un permis intégré est requis. Cet Arrêté fixe, pour chaque activité industrielle, des seuils qui reflètent le niveau de préjudice potentiel découlant de l'activité et pour lesquels différentes obligations s'appliqueront. Les sites industriels sont classés dans la Classe I ou II selon le niveau de répercussions sur l'environnement.

L'article 2 du Décret Présidentiel n°200/PRG/SGG/89 dispose que le propriétaire ou l'exploitant d'une installation classée doit demander son permis environnemental en même temps que son permis de construire. Un permis de construire devra être obtenu avant la construction de tout bâtiment conformément à l'article R221-1 du Code de l'urbanisme. Toutefois, un permis de construire ne peut être obtenu qu'après l'obtention du permis environnemental pour une installation classée. A noter que les textes d'application du code de l'environnement de 2019 en ce qui concerne les installations classées n'ont pas encore été pris.

1B.10 Législation et politiques forestières

La loi L/2017/060/AN du 12 décembre 2017 portant le Code Forestier loi fixe le cadre juridique de la protection des forêts en République de Guinée. Ce code couvre tous les aspects de l'utilisation et de la conservation des commerciales et communautaires. Il énumère les exigences en matière de classification, de gestion, d'utilisation, de protection et de replantation des forêts guinéennes.

Il définit également le rôle de la police forestière. L'article 79 du Code Forestier dispose que toute coupe d'arbres (à quelques exceptions près) est subordonnée à la délivrance d'un permis de coupe. Lorsque les arbres sont situés dans une zone couverte par un plan d'aménagement forestier, le permis de coupe ne peut être délivré que s'il est conforme aux prescriptions du plan d'aménagement forestier (Article 80 du Code Forestier). L'article 123 du Code Forestier dispose que les travaux d'exploration, d'exploitation de carrières ou d'exploitations minières ou de construction d'infrastructures dont l'exécution est envisagée dans le domaine forestier sont soumis à l'autorisation du ministère chargé des Forêts ainsi que, le cas échéant à un permis de coupe ou de défrichement. Cette autorisation fixera des mesures pour protéger et régénérer la ressource forestière conformément au Code forestier et aux textes d'application.

Ce Code introduit l'obligation de réaliser une notice d'Impact (NIES) pour les défrichements et les coupes de bois sur une superficie de 10 à 50 ha et une EIES détaillée pour les surfaces supérieures à 50ha (article 123).

Les forêts peuvent être classées par voie de décrets du Président de la République sur proposition du ministère chargé des Forêts. La classification d'une zone forestière par décret a pour objet de permettre la protection et le renforcement

de la ressource forestière par l'utilisation et le développement équilibrés et durables de cette zone classée et pour la protection de l'environnement.

Les forêts classées sont de facto considérées comme des zones protégées en République de Guinée, et sont répertoriées par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) dans la catégorie VI « Zones de protection des ressources gérées » en reconnaissance du fait qu'elles sont gérées principalement pour l'utilisation durable des écosystèmes naturels. Elles sont généralement créées pour préserver le sol de l'érosion dans les zones à forte topographie, prévenir la dégradation des ressources forestières du pays et protéger les forêts en tant que source d'énergie et de matériaux de construction et protéger les sources d'eau. Il existe un certain nombre de forêts protégées qui sont situées dans la concession minière ou le long du chemin de fer.

La forêt classée du Pic de Fon (25 600 hectares, située dans et autour de la concession minière de Simandou) a été classée en 1953 selon le Décret n° 8113/SE/F. La classification visait à maintenir une couverture végétale suffisante pour soutenir le réseau dense de voies navigables qui ont leurs sources dans la chaîne du Simandou et qui alimentent les bassins versants de Loffa, Diani, Dion et d'autres. Il était également destiné à préserver la forêt et les sols, ainsi que l'habitat de la faune et des espèces caractéristiques de la flore et de la faune. Le Décret ne reconnaît des droits d'utilisation qu'aux habitants des villages adjacents à la forêt classée pour récolter les produits des plantations de café et de cola existantes et maintenir les cultures et les produits de la récolte sur les terres cultivées à la date du décret.

Le Centre forestier de N'Zérékoré (CFZ), placé sous l'autorité de la *Direction nationale des eaux et forêts*, est actuellement chargé de la gestion de sept forêts classées de la région de *Guinée forestière*, dont le Pic de Fon, en vertu du Décret Présidentiel S/2004/50/PRG/SGG de juillet 2004. Le CFZ a pour mandat de gérer la forêt et d'accroître la valeur des ressources forestières tout en respectant l'environnement et la biodiversité qui le compose. Rio Tinto Simfer et le CFZ collaborent depuis 2002 pour assurer la protection de la forêt classée du Pic de Fon, notamment par la définition par GPS des limites de la forêt, la construction de postes de guet, des inventaires des ressources biologiques et des programmes de lutte contre les feux de brousse.

Le Centre de gestion de l'environnement des Monts Nimba-Simandou (CEGENS), créé en vertu de l'ordonnance 2005/406/ME/CAB, a pour mission de coordonner et de promouvoir les activités de protection et de développement durable des ressources de ces montagnes et de leurs zones d'influence.

1B.11 Code de l'Eau

La loi L/94/005/CRTN du 14 février 1994 portant *Code de l'Eau*, établit un système de droits d'utilisation de l'eau et définit le cadre global de gestion des ressources en eau. Le Code dispose qu'une concession est accordée par décret pour des utilisations permanentes de l'eau, telles que l'approvisionnement en eau potable des villes et des villages, l'hydroélectricité, les développements agricoles, industriels ou autres, nécessitant des investissements dont la période d'amortissement dépasse 10 ans.

Le Code dispose que toute utilisation des ressources en eau doit respecter les lignes directrices du plan d'aménagement du bassin versant contenant ces ressources. Le Code traite également de la prévention des effets nocifs des eaux et de la protection de la qualité de l'eau.

Le *Code de l'eau* traite des questions relatives aux eaux souterraines, et plus particulièrement des mesures régissant l'exploration, l'exploitation et la protection des sources d'eau souterraine. Les modalités d'établissement des périmètres de protection, de définition des zones de sauvegarde des ressources en eau et de délivrance des permis de forage sont déterminées par la Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH).

L'article 16 du *Code minier* (Loi L/95/036/CTRN du 30 juin 1995 relative au *Code minier* de la République de Guinée et l'article 143 du *Code Minier de 2011* (Loi L/2011/006/CNT du 9 septembre 2011 modifiée par la loi L/2013/053/CNT) (le « **Code Minier** ») prévoit également la protection des ressources en eau contre les sociétés exerçant des activités d'extraction et des activités connexes.

L'Arrêté n° A/2013/173/MEE/CAB/SGG du 12 février 2013 a été promulgué dans le cadre des efforts visant à renforcer la mise en œuvre du *Code de l'eau*. L'arrêté prévoyait des procédures pour l'établissement de périmètres de protection des bassins versants destinés à la consommation humaine et des structures de service dans les zones rurales et semi-urbaines contre la pollution. Le Décret interdit toute activité susceptible de polluer les bassins protégés, sauf si elle est soumise à des exigences particulières (construction, gisements, rejets, carrières, activités agricoles impliquant des engrais chimiques, etc.), et les infractions sont passibles de sanctions conformément aux dispositions de l'Article 487, paragraphe 1, du *Code pénal* et du *Code de l'eau*.

1B.12 Protection des travailleurs

Le *Code du travail* (L/2014/072/CNT) est la principale source de législation régissant les pratiques et les relations de travail en Guinée. Le Code ne s'applique pas aux fonctionnaires mais à tous les employés du secteur privé. Il interdit le travail forcé ou obligatoire. Il établit les règles d'embauche et de cessation d'emploi (TITRE PRELIMINAIRE - DISPOSITIONS GENERALES), les règles relatives aux conditions de travail (LIVRE 2), y compris les droits salariaux (LIVRE 2, TITRE IV), le nombre maximum d'heures de travail (Article 221.1) et les heures supplémentaires (Article 221.5) ainsi que les avantages sociaux tels que les congés payés (Article 222.1) et la retraite. L'âge minimum pour l'emploi est défini dans le *Code du travail* (Article 137.2) et le *Code de l'enfant guinéen* (L/2019/0059/AN du 30 Décembre 2019) comme étant de 16 ans, tandis que l'âge minimum pour un travail dangereux est de 18 ans. Le *Code du travail* permet aux enfants âgés de moins de 18 ans d'effectuer des travaux légers sous certaines conditions (Article 137.5). (la norme internationale pour les travaux légers est de 13 ans). Le Code du travail définit également les conditions d'emplois des étrangers en ses articles 131.1, 131.2, 131.3 et 131.4. Une autre problématique est la sous-traitance, qui est traitée dans le code du travail à travers les articles allant de 135.2 à 135.8. l'article 231.2 du Code traite de la protection de la vie et la santé des salariés de l'entreprise. Le *Code de l'enfant guinéen* interdit également le travail dangereux, y compris le travail de nuit, l'utilisation d'outils mécaniques, la manipulation d'explosifs ou de produits corrosifs et l'extraction de minerai dans les carrières ou les mines.

Le *Code de sécurité sociale* (Loi L/94/006/CTRN du 14 février 1994) est la principale source de législation en Guinée pour la protection des travailleurs et de leur famille contre la pauvreté et les difficultés économiques ou sociales qui pourraient résulter d'une perte importante de revenus. Ce Code définit le cadre juridique pour protéger les travailleurs et leurs familles contre de telles difficultés et prévoit un certain nombre de régimes de protection sociale, y compris les fonds de pension de retraite, les fonds d'invalidité et les fonds de survie, les fonds des accidents du travail et des maladies professionnelles, les fonds de soutien à la famille, fonds pour les maladies et fonds sanitaire et social. Tous les travailleurs relevant du champ d'application du *Code du travail* relèvent du régime de sécurité sociale. Le Code établit la contribution sociale des salariés et des employeurs et prévoit également le processus de redistribution à travers les différents fonds.

Le *Code de la santé publique* (Loi L/97/021/AN du 19 juin 1997) prévoit la protection et la promotion de la santé et les droits et obligations des individus, des familles et de la communauté à travers la Guinée. Ce Code est la pierre angulaire de la législation guinéenne en matière de protection et de promotion de la santé publique en Guinée et couvre de nombreux aspects importants pour le Projet, y compris les dispositions sur l'eau potable destinée à la consommation humaine et la pollution de l'eau, l'évacuation des eaux usées domestiques et industrielles, et

l'élimination des déchets (Chapitre I du Livre II sur l'assainissement et la santé publique) et les dispositions relatives à la médecine du travail sur le lieu de travail traitées au Chapitre 10 du Livre II.

Le Décret D/253/24/PRG relatif à la Santé au travail crée un *Service national de la Médecine du travail* au sein du Ministère de la santé et de l'hygiène publique et définit les rôles et responsabilités de ce département. Ce Décret fixe également un certain nombre d'exigences essentielles en matière de surveillance de la santé des salariés dans le cadre des examens médicaux (avant l'emploi et sur une base annuelle, pendant l'emploi ; ou lors du retour au travail après une période de maladie afin de déterminer l'aptitude au travail de l'employé).

En plus du *Code de sécurité sociale*, la Convention de base sur les activités minières et de carrière et l'industrie minière et l'ordonnance Arrêté n° 1386/MASE/DNTLS/90 du 15 mai 1990 sur la classification des travailleurs dans le secteur privé réglementent les relations entre les employeurs signataires de la Convention et les syndicats des mines, carrières et de l'industrie minière pour les sociétés qui opèrent principalement dans le secteur des mines, carrières et industries minières. Simfer, et donc Rio Tinto Simfer, en tant qu'employeur ayant signé la Convention, relèvera du champ d'application de la Convention.

Les principales exigences de la Convention sont les suivantes :

- L'obligation pour Rio Tinto Simfer de respecter le cadre actuel, établi par la législation et la convention, en ce qui concerne les heures de travail, la rémunération (en termes de congés) et les heures supplémentaires.
- L'obligation pour Rio Tinto Simfer de se conformer à la législation actuelle en matière de santé et de sécurité et de mettre en place des comités de santé et de sécurité dont l'objectif est de soutenir la mise en place de programmes de gestion de la santé et de la sécurité, leur gestion et leur mise en œuvre pour protéger les travailleurs.
- L'obligation pour Rio Tinto Simfer de se conformer à la législation pertinente en matière de santé et de sécurité, y compris l'article 193 & 194 du *Code du travail* sur la médecine du travail. Rio Tinto Simfer n'est pas limité par la loi et peut offrir des avantages supplémentaires au-delà de ce qui est prescrit par la loi.

1B.13 Santé, sécurité et environnement

Le *Code du travail* (L/2014/072/CNT) ne représente pas seulement la législation principale régissant les pratiques d'emploi et les relations de travail, mais énonce également des exigences en matière de santé et de sécurité au travail, de protection des travailleurs et de liberté d'association. L'article 231 du *Code du travail* prévoit l'obligation d'un comité de santé et de sécurité au travail (SST) pour définir les mesures de santé et de sécurité au travail. L'article définissait également des exigences spécifiques en matière de SST pour les employeurs, y compris la formation des employés. Les articles 321 à 324 et 330 à 332 du *Code du travail* prévoient la création de syndicats d'employeurs et de syndicats de travailleurs et définissent les règles relatives à la représentation syndicale sur le lieu de travail, à l'adhésion des employés aux syndicats, ainsi que les règles relatives à la négociation des différends et à la négociation collective. Il prévoit la création d'une branche administrative spécialisée de l'État (Inspection du travail) et d'une branche spécialisée du système juridique chargée de la mise en œuvre et du respect de la législation du travail.

Outre le *Code du travail*, le *Code minier de 2011* énonce également, au Chapitre VII et VIII sur la santé et la sécurité au travail, des prescriptions applicables à la santé et à la sécurité des travailleurs. L'article 145 du *Code minier* dispose que tout titulaire de Titre minier ou d'une Autorisation (y compris les personnes morales telles que Rio Tinto Simfer) qui exercent des activités minières ou extractives est tenu de respecter les normes d'hygiène et de sécurité les plus avancées telles qu'établies par le Ministère des Mines et de la Géologie en collaboration avec le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, le ministère du Travail et de la Fonction Publique, et le MEDD. Les sociétés sont tenues de soumettre leur politique en matière de santé et de sécurité (décrivant leurs dispositions en matière de santé et de sécurité) à la Direction nationale des mines. L'article 146 prévoit un mécanisme permettant de remédier à toute

performance insuffisante en matière de santé et de sécurité dans le secteur minier ou des carrières. L'article 147 interdit aux mineurs de dix-huit (18) ans de travailler dans l'industrie minière ou des carrières.

1B.14 Législation et politique minières

Le projet Simandou sera développé en conformité avec les exigences légales des textes suivants :

- *La Convention de base entre la République de Guinée et la société Simfer S.A. pour l'exploitation des gisements de fer de Simandou, signée le 26 novembre 2002 et ratifiée par une loi en date du 3 février 2003 (ci-après « Accord de base »).*
- *L'Accord transactionnel entre la République de Guinée, Simfer S.A. et Rio Tinto Mining & Exploration Limited, signé le 22 avril 2011 (la « Convention de règlement »).*
- *La Loi L/95/036/CTRN du 30 juin 1995 relative au Code Minier de la République de Guinée.*
- *La Convention de co-développement datée du 10 août 2023 conclue entre Simfer S.A., l'Etat guinéen, Winning Consortium Simandou Railway, Winning Consortium Simandou Ports et Winning Consortium Simandou SAU pour le co-développement des infrastructures du Projet Simandou.*
- *L'Accord d'Ajustements Bipartites à la Convention de base amendée et consolidée conclue entre, entres autres, la République de Guinée et la société Simfer S.A.*

Un nouveau *Code minier* a été adopté par le Gouvernement guinéen en 2011. Toutefois, l'État et Simfer (actuellement Rio Tinto Simfer) ont convenu, en vertu de la Convention de règlement, que le nouveau *Code minier* ne s'appliquerait pas au projet ; Simfer (actuellement Rio Tinto Simfer) a toutefois accepté de rencontrer l'État pour étudier la possibilité d'insérer certaines dispositions du nouveau *Code minier* concernant les droits de la personne et l'environnement.

La base juridique du projet est donc le *Code minier* (Loi L/95/036/CTRN du 30 juin 1995), et la législation subsidiaire adoptée en vertu de cette loi. Il établit le cadre juridique relatif à la propriété et aux droits sur les minéraux et couvre la prospection, l'exploration, l'exploitation, le stockage, le transport, l'échange commercial et la transformation des substances minérales ainsi que le régime fiscal régissant ces activités. Les hydrocarbures liquides et gazeux ne relèvent pas du champ d'application de cette loi.

L'article 16 du *Code minier* de 1995 dispose que les activités d'extraction doivent être menées dans le respect de l'environnement et dans le respect des exigences du *Code de l'environnement*. Les entreprises doivent prendre les mesures nécessaires pour prévenir la pollution de l'environnement, traiter les déchets, les émissions atmosphériques et les rejets dans l'environnement, protéger les forêts et les ressources en eau.

Le Code de 1995 énonce également des prescriptions, au Chapitre II, relatives à la santé & sécurité au travail applicables à la santé & la sécurité des travailleurs (voir Section 2.4.8).

L'Accord de base prévoit l'ensemble du cadre juridique, administratif, financier, fiscal, douanier et social applicable au Projet.

L'article 37 de l'Accord de base traite de la protection de l'environnement et du patrimoine culturel et dispose que Simfer (actuellement Rio Tinto Simfer) doit respecter les normes de santé et de protection de l'environnement en vigueur en Guinée & la législation en matière de sûreté, de sécurité et de puits et les bonnes pratiques internationales applicables au secteur minier.

L'article 37.2 de l'Accord de base dispose que Rio Tinto Simfer doit, pour tous les programmes d'investissement relatifs aux projets miniers dans la zone de concession, procéder à une étude d'impact environnemental et social. L'étude inclura des mesures d'atténuation pour réduire les impacts négatifs du projet, y compris un programme de réhabilitation des sites touchés. Elle inclura également un programme de surveillance. La portée de ces études sera convenue entre Rio Tinto Simfer et l'État dans les six mois suivant la signature de l'Accord de base.

L'article 37.4 prévoit que, dans le cas d'une découverte archéologique dans la zone de concession, une étude appropriée devra être menée par une personne compétente avant la phase de production et les coûts devront être assumés par Rio Tinto Simfer. Si Rio Tinto Simfer découvre des artefacts archéologiques, il convient de s'assurer que ceux-ci ne sont pas déplacés ou enlevés et que l'administration est contactée dès que possible. Rio Tinto Simfer s'engage également à participer financièrement, à un niveau raisonnable, au travail de sauvetage.